

aux paroles du ministre. Son utilité au sein du cabinet est chose du passé. En réalité, elle est épuisée depuis longtemps. L'unique espoir du gouvernement pour reconquérir sa crédibilité est un remaniement ministériel avec le renvoi le plus hâtif possible du ministre des Finances. J'espère qu'à l'occasion de sa conférence de presse demain, le premier ministre annoncera à la population canadienne que le gouvernement du pays aura un autre ministre des Finances. Au surplus, s'il nous disait que nous n'aurons pas de ministre des Finances, nous serions mieux qu'avec le ministre actuel.

Hier, j'ai demandé au premier ministre (M. Trudeau) s'il ne chargerait pas quelques-uns des 287 membres de son personnel de réexaminer les politiques du ministère de l'Expansion économique régionale pour voir s'il n'y aurait pas moyen de mettre en œuvre de meilleurs programmes pour supprimer les disparités économiques régionales, aujourd'hui répandues partout au pays. Il ne s'agit plus uniquement des provinces Maritimes et de certaines régions du Québec: le Canada tout entier est atteint. Le premier ministre m'a répondu: «... je m'entretiendrai avec le président du Conseil du Trésor de la possibilité d'augmenter encore mon personnel». Le premier ministre essayait sans doute d'être sarcastique et insinuaient que je posais des questions au sujet de son personnel.

A mon avis, le député de Malpègue (M. MacLean) a fait la meilleure suggestion. Il a dit qu'il serait peut-être bon que le premier ministre ajoute au moins deux personnes à son personnel: un psychologue qui puisse l'aider à comprendre ce qui se passe dans le monde, et un psychiatre qui l'aide à comprendre ce que son gouvernement fait. Même si cela devait coûter \$40,000 de plus aux contribuables, cela vaudrait probablement le coup. Alors, nous pourrions espérer des programmes et des propositions propres à aider les chômeurs canadiens.

En examinant certaines propositions présentées, je constate entre autre que le gouvernement affecte 100 millions de dollars à des projets mis à exécution par l'intermédiaire d'organismes municipaux et communautaires. Je me demande de quel genre de programme il s'agira. Il me répugnerait de penser que nous assisterons cet hiver à une répétition du programme Perspectives-Jeunesse de cet été. Même si les Canadiens veulent que la situation du chômage soit améliorée et que le gouvernement ait recours à tous les moyens possibles pour atteindre cet objectif, ils préféreraient quelque chose de mieux que les projets farfelus incorporés dans le programme de Perspectives-Jeunesse cet été qui ont nui à la réputation de nos jeunes dont un grand nombre étaient enthousiastes, dévoués et objectifs. J'espère seulement que le gouvernement mettra sur pied un dispositif pour contrôler les propositions présentées par les organismes communautaires en guise de travaux d'hiver.

Personne ne s'oppose à l'amorçage dont a parlé le député de Toronto-Lakeshore (M. Robinson). Mais nous nous opposons à ce qu'on fasse maintenant ces propositions plutôt qu'en avril, mai ou juin derniers, alors que les gouvernements provinciaux et les municipalités auraient été en mesure d'harmoniser leurs programmes avec le programme fédéral, réalisant ainsi un effort concerté pour lutter contre le taux élevé du chômage qui est très évident dans chaque province aujourd'hui.

Nous en sommes maintenant au point où plusieurs des programmes qu'on est en train d'instaurer ne fonctionneront pas vraiment avant le printemps prochain. En réalité, les chômeurs vont continuer de chômer tout l'hiver, quoi que fasse ou ne fasse pas le gouvernement, et cette situa-

tion est assez triste pour nombre de gens. Plusieurs de ces chômeurs sont déjà sans emploi depuis quatre mois et ils devront attendre encore trois ou quatre mois avant d'avoir quelque espoir de se trouver du travail.

Le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) a montré qu'il s'y connaissait en affaires urbaines par son excellent discours de ce soir. Il a fait ressortir le grand dilemme des grandes villes canadiennes dans le domaine de la sécurité sociale et il a demandé où elles trouveront l'argent pour assister les personnes dans le besoin cet hiver. Aux yeux des administrateurs, les budgets de bien-être de toutes les grandes villes, sont inouïs. Les conseils municipaux ne savent pas où trouver l'argent nécessaire. Ils ne peuvent plus faire appel aux contribuables. J'espère qu'une partie des 1,070 millions de dollars que l'on injectera dans l'économie parviendra aux trésors des municipalités canadiennes afin de les aider à faire les paiements inévitables aux personnes qui ne trouvent pas d'emplois même si la plupart veulent travailler.

Dire du gouvernement actuel qu'il se dévore lui-même est la meilleure façon de le décrire. Ce soir, il fait le contraire de ce qu'il a dit hier. Nous sommes heureux qu'il rebrousse chemin car ses anciennes politiques faisaient fausse route. En fait, nous doutons de sa compétence à appliquer les politiques et le programme qu'il propose.

Je prends quelques instants pour décrire la situation qui indique clairement la duplicité du gouvernement et pour comparer hier à aujourd'hui. Il propose comme l'un des moyens de combattre l'inflation, un programme très élargi de main-d'œuvre.

• (2.00 a.m.)

Le 30 avril, j'ai reçu du président du Conseil privé (M. MacEachen) une réponse à la lettre que je lui avais adressée le 19 mars pour lui demander de m'aider afin d'agrandir une école à Amherst où se donnaient des cours de perfectionnement sous les auspices des services de la main-d'œuvre. Je voulais que la capacité en soit doublée parce que bon nombre de gens de ma circonscription avaient besoin de ces cours, en désiraient et seraient ensuite en mesure de suivre des cours de formation professionnelle puis d'entrer sur le marché du travail. Cela ne les avancerait guère maintenant, mais au moins ils auraient acquis des titres de compétence. J'ai demandé l'aide du ministre. Il m'a expliqué dans une longue lettre pourquoi la chose ne pouvait pas se faire. Il m'a dit en substance qu'en novembre 1970 des fonds additionnels avaient été affectés à la formation des chômeurs pendant les mois d'hiver et que 15 stagiaires de plus avaient suivi des cours qu'ils avaient terminés le 26 mars 1971. Il a dit: Comme ce programme a maintenant pris fin, le nombre des élèves dépend de nouveau d'affectations régulières, et à l'heure actuelle 45 élèves suivent des cours de perfectionnement...

En d'autres mots, il n'y avait pas moyen pour moi d'obtenir plus de fonds du programme de main-d'œuvre visant à aider les chômeurs qui voulaient se perfectionner.

Les conditions à Springhill étaient exactement les mêmes. Le député à l'Assemblée législative de Cumberland-Centre m'avait écrit en me faisant parvenir en même temps une lettre de la Chambre de commerce de Springhill. Cet organisme voulait que l'on donne à Springhill un cours de perfectionnement semblable à celui d'Amherst. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) avait écrit au député de l'Assemblée législative, M. Raymond M. Smith, ainsi qu'à M. William B. Harroun, secrétaire de la Chambre de commerce de Springhill. Sa lettre, en date du 27 mai, se lisait ainsi qu'il suit: